

**Guide pratique
pour passer de la politique à l'action**

Beyond2015

Campaigning for a global development framework
after the Millennium Development Goals

Table des matières

Introduction.....	3
Objectifs du guide pratique	4
Planification de scénarios.....	5
Etudes de cas pays	8
 Etude de cas en Afrique : Ouganda	
 Etude de cas en Asie : Philippines	
 Etude de cas en Europe : Allemagne	
 Etude de cas en Amérique Latine : Colombie	
 Etude de cas dans le Pacifique : Papouasie Nouvelle Guinée	
Recommandations clés de Beyond 2015 pour la mise en œuvre de l’agenda post-2015 au niveau national	17
Comment les personnes et leurs organisations devraient-elles participer à la mise en œuvre de l’agenda post-2015 ? Quelques suggestions concrètes	18
Recommandations pour les OSC et les changements qu’elles devront effectuer pour la mise en œuvre.....	19
Mesures pratiques à prendre par les OSC au niveau national.....	21
Lettre type sur la mise en œuvre de l’agenda post-2015 que les OSC peuvent partager avec leurs gouvernements	23

Introduction

Beyond 2015 est une campagne mondiale de la société civile visant à promouvoir un cadre solide pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). **Beyond 2015** rassemble plus de 1 300 organisations de la société civile (OSC) dans plus de 130 pays. **Beyond 2015** cherche avant tout à atteindre les deux résultats suivants :

-  La mise en place d'un cadre global multithématique pour le développement post-2015.
-  La mise en place d'un processus réactif et participatif pour développer ce cadre, sensible à la voix des personnes directement touchées par la pauvreté et l'injustice.

Afin d'atteindre ces objectifs **Beyond 2015** a encouragé les débats sur l'agenda post-2015 dans presque 40 pays, créé une définition commune au sein de la Campagne des fondements conceptuels de l'agenda post-2015 (Vision, Buts, Valeurs et Critères), et s'est engagée dans plusieurs actions de plaidoyer fondées sur « un mouvement en tenailles » - c'est-à-dire une sensibilisation constante des dirigeants politiques à travers l'envoi de messages identiques à tous les niveaux : national, régional et mondial. Ces messages visaient à garantir l'obtention de l'agenda le plus transformateur possible, avec une participation effective des personnes et de leurs organisations.

L'engagement de tous les pays à agir est capital pour garantir une mise-en-œuvre effective de l'agenda post-2015¹. En d'autres termes, **Beyond 2015** considère que l'obtention d'un « bon » accord à lui seul ne suffit pas. L'accord doit se traduire par des actions significatives à tous les niveaux. L'agenda doit pouvoir être mis en œuvre ; il doit vraiment faire la différence pour ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté et l'injustice, dans tous les pays, partout.

Le Comité Exécutif de **Beyond 2015** s'est réuni en mars 2015 à Tunis, en marge du Forum Social Mondial. Lors de cette réunion le Comité Exécutif a décidé de réajuster les objectifs de **Beyond 2015** pour se focaliser davantage sur comment traduire les politiques des Etats membres en actions concrètes, partant de l'analyse selon laquelle l'agenda post-2015 est en grande partie déjà établi et que **la principale lacune réside dans le manqué de volonté politique de le mettre en œuvre**. Cela signifie que nous continuerons à prendre part au processus à New York, mais que nous axerons davantage nos efforts sur la construction d'un leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national, dans le but de garantir que **les ODD soient traduits dans les plans de développement nationaux et que les personnes et leurs organisations soient incluses dans cette phase de mise en œuvre le plus tôt possible**.

Par conséquent, le nouveau programme de **Beyond 2015**, « De la politique à l'action », mettra en œuvre cette décision du Comité Exécutif et sera basé sur trois piliers stratégiques :

 Soutenir nos collègues de la société civile au niveau national pour travailler avec leurs gouvernements afin de mettre en place un leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 ;

 Travailler avec les médias pour construire ce leadership politique ;

 Organiser un événement de haut niveau lors du Sommet des Nations Unies pour l'adoption de l'agenda post-2015 (septembre 2015) afin de présenter les plans de mise en œuvre de l'agenda d'un petit nombre de pays pionniers en la matière.

¹ Voir « la déclaration de **Beyond 2015** sur l'objectif du cadre post-2015 » : <http://www.beyond2015.org/sites/default/files/PURPOSE.pdf>

Ce guide pratique concerne le premier pilier : **il vise à fournir des outils concrets à nos collègues de la société civile pour les aider à bâtir un leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national**, et ainsi les sensibiliser aux actions qui pourraient être réalisées. Par conséquent ce document pratique vise à soutenir les activités des organisations de **Beyond 2015** impliquées dans la construction d'un leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015.

Objectifs de ce guide pratique

Ce guide pratique pose les jalons de la dernière phase de **Beyond 2015**, laquelle vise à promouvoir le leadership politique au niveau national et les engagements en faveur de la mise en œuvre de l'agenda post-2015, surtout des ODD.

Ce guide pratique cherche à :

1. Soutenir les efforts déployés au niveau national pour construire un leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015, en fournissant des exemples concrets, des conseils de nos partenaires et les demandes politiques clés de la campagne ; et en suggérant des mesures concrètes à prendre ;
2. Soutenir les OSC dans leurs efforts pour incorporer les ODD dans leurs plans nationaux de développement, et pour inclure les personnes et leurs organisations dans la mise en œuvre de l'agenda post-2015 le plus tôt possible ;
3. Aider les OSC à adapter leur cadre d'action à celui des ODD en leur fournissant des stratégies pour une mise en œuvre participative au niveau national, afin de réaliser l'agenda post-2015 le plus transformateur possible.

Planification de scénarios

Le Comité Exécutif s'est réuni à Tunis en mars 2015, en marge du Forum Social Mondial, pour débattre de l'orientation stratégique de la dernière phase du processus post-2015. Cette réunion a mis l'accent sur « l'élaboration de scénarios », les risques et les possibilités auxquels nous devons faire face en 2015, et la prise de décision

sur la meilleure ligne d'action à suivre pour la Campagne afin de naviguer entre ces risques et ces possibilités.

Une réunion de coordination de la Campagne s'est tenue à Tunis une journée avant la réunion du Comité Exécutif, permettant également aux membres de la Campagne, aux dirigeants nationaux et aux coordonnateurs régionaux de discuter des scénarios. Quatre scénarios ont été identifiés et débattus :

Conférence Evènement Scénario	Conférence de Sendai sur la Réduction des Risques de Catastrophe – mars 2015	Financement du Développement, Addis Abeba, juillet 2015	Négociations sur l'agenda post-2015, New York	Processus de la CCNUCC, COP 21, Paris, novembre - décembre 2015
<p>Un accord écrit uniquement - possible (indésirable)</p> 	<p>La conférence n'aborde pas certaines questions très controversées. Des différences de positions entre les pays et les blocs de négociations montrent qu'un accord est encore loin. En raison du manque de pression pour aboutir à un accord (car il ne s'agit pas d'un Sommet) aucun résultat n'est fixé : les questions controversées et les compromis devront donc être traités par les négociations de juin sur l'agenda post-2015 – cette séance de négociations devient critique.</p>	<p>La conférence sur le Financement du Développement à Addis Abeba n'aboutit à aucun résultat solide. Les pays développés ne se sont pas engagés et sont mal préparés pour aborder les grands enjeux. En outre, ils ne sont pas intéressés par le processus FfD et ont seulement accepté de participer à la conférence si elle était prévue vers la fin du processus post-2015, démontrant ainsi leur manque de volonté politique pour aborder ces questions. Le G77 quitte Addis Abeba en colère et déçu, sans la volonté de fixer des ODD ambitieux en l'absence de soutien.</p>	<p>Pour protéger l'ODD 17 et les cibles liées aux moyens de mise en œuvre de l'agenda post-2015, le G77 refuse de continuer à débattre sur le contenu des ODD et incite à obtenir un accord par vote plutôt que par consensus, réduisant ainsi l'appropriation et l'engagement des pays pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015.</p>	<p>Le manque d'accord ambitieux et l'incapacité à régler les questions controversées ne facilitent pas le processus de la CCNUCC.</p>
<p>Un déraillement - vraisemblable (le moins souhaitable)</p> 	<p>La conférence n'aborde pas certaines questions très controversées. Des différences de positions entre les pays et les blocs de négociations montrent qu'un accord est encore loin. En raison du manque de pression pour aboutir à un accord (car il ne s'agit pas d'un Sommet) aucun résultat n'est fixé : les questions controversées et les compromis devront donc être traités par les négociations de juin sur l'agenda post-2015 – cette séance de négociations devient critique.</p>	<p>La conférence sur le Financement du Développement à Addis Abeba n'aboutit à aucun résultat solide. Les pays développés ne se sont pas engagés et sont mal préparés pour aborder les grands enjeux. En outre, ils ne sont pas intéressés par le processus FfD et ont seulement accepté de participer à la conférence si elle était prévue vers la fin du processus post-2015, démontrant ainsi leur manque de volonté politique pour aborder ces questions. Le G77 quitte Addis Abeba en colère et déçu, sans la volonté de fixer des ODD ambitieux en l'absence de soutien.</p>	<p>Les pays et les blocs qui ne sont pas satisfaits du contenu ou qui désirent diminuer le nombre d'objectifs parviennent à rouvrir les ODD et à mettre en échec le processus post-2015. L'absence de capital politique signifie qu'il n'y a pas de temps pour aborder en détail les autres questions de l'agenda en suspens, conduisant ainsi à un résultat faible/inexistant.</p>	<p>L'absence d'accord sur l'agenda post-2015 aboutit à une perte de confiance dans les négociations inter-gouvernementales, ce qui a un impact négatif sur le processus de la CCNUCC, avec l'apparition de priorités fragmentées et disjointes.</p>

Conférence Evènement Scénario	Conférence de Sendai sur la Réduction des Risques de Catastrophe – mars 2015	Financement du Développement, Addis Abeba, juillet 2015	Négociations sur l'agenda post-2015, New York	Processus du CCNUCC, COP 21, Paris, novembre - décembre 2015
<p>Statuquo – probable</p> 	<p>Les Etats Membres concluent un accord lors de la Conférence de Sendai, abordant certaines questions controversées. Le sentiment selon lequel le premier processus multilatéral de 2015 a produit un résultat a un impact positif sur les négociateurs et sur le système onusien.</p>	<p>Les Etats Membres mettent en œuvre ces trois processus (post-2015, CCNUCC, FfD) mais les niveaux d'ambition et d'engagement sont faibles, entraînant ainsi des résultats mitigés.</p> <p>Même si les objectifs sont « universels », un certain nombre de pays discute des priorités nationales pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015, risquant ainsi de s'engager uniquement à atteindre les objectifs à portée de main.</p> <p>Les mécanismes globaux de redevabilité sont fragiles et les structures de financement ne sont pas claires. La volonté de mettre en œuvre les ODD varie selon les objectifs : elle est très fragile dans certains cas alors que dans d'autres des initiatives multipartites se développent presque immédiatement.</p>		
<p>Un agenda transformateur - préférable</p> 	<p>Les Etats Membres parviennent à un véritable accord lors de la conférence de Sendai et abordent la plupart des questions controversées. Un accord sur ces questions ouvre la voie à une feuille de route pour régler les principales questions en suspens dans le cadre du processus post-2015; un sentiment de confiance règne par rapport à la capacité des Nations Unies à mettre en œuvre ces trois processus.</p>	<p>Les Etats Membres prennent des engagements très forts à Addis Abeba, en s'engageant de nouveau à consacrer 0.7 % de leur PIB à l'aide au développement, avec 50 % pour les PMA, en comblant les lacunes de la législation fiscale et en assurant l'existence de mécanismes de redevabilité solides pour le financement privé. Des fonds sont alloués pour améliorer la collecte et la gestion de données en vue de réaliser la révolution des données.</p>	<p>L'agenda post-2015 est établi avec 17 objectifs et environ 100 cibles, lesquels sont soutenus par des mécanismes de redevabilité solides. Plusieurs pays pionniers s'engagent dans le suivi et l'examen de la mise en œuvre de l'agenda dans leur pays début 2016. Les initiatives multipartites voient le jour immédiatement pour tous les objectifs, avec des initiatives supplémentaires pour réaliser certaines cibles. L'universalité de l'agenda post-2015 est fondée sur un ensemble d'indicateurs mondiaux, soutenus par des indicateurs régionaux et nationaux.</p>	<p>Une dynamique positive continue jusqu'au processus de la CCNUCC et un accord mondial sur le climat est conclu en décembre.</p>

Illustrations réalisées par Dee McConville : sketchpadstudio.com

Dès mars 2015, le Comité Exécutif a estimé que les négociations post-2015 allaient probablement aboutir à « un accord à forte substance mais dépourvu d'engagement politique fort (simple accord écrit) » ou à « **un accord moyen avec un engagement politique mitigé** » (statu quo). Néanmoins, **Beyond 2015** souhaiterait l'adoption d'un agenda post-2015 transformateur accompagné « d'un véritable accord, et d'un réel engagement politique ».

Nous avons identifié un certain nombre de défis pour parvenir à l'agenda transformateur que nous souhaitons:

- ❁ **Le manque de communication entre New York et les autres capitales ;**
- ❁ **Le manque de coordination intergouvernemental et interministérielle ;**
- ❁ **Le risque de priorisation des objectifs, avec une attention moindre envers les objectifs à fort potentiel transformateur.**

Qu'est-ce que cela signifie pour Beyond 2015?

Beyond 2015 travaille avec ses coordonnateurs régionaux, ses agences chef-de-file, ses points focaux, ses groupes de travail, ses « task forces » et ses partenaires pour construire un leadership politique au niveau national. La Campagne continuera à s'engager fortement pendant les négociations intergouvernementales à New York et continuera à travailler avec les Groupes de Travail pour développer des positions claires et les soumettre aux Etats Membres à New York et dans les capitales.

Nous reconnaissons que même les accords intergouvernementaux les plus ambitieux ne deviendront réalité que s'il existe un leadership, une volonté politique, des moyens et une redevabilité à tous les niveaux. Par conséquent, notre travail sur l'agenda post-2015 est axé sur la construction de ce leadership politique – à travers des activités de plaidoyer au niveau national, du travail médiatique, et l'organisation d'un évènement de haut niveau à New York lors du sommet des Nations Unies.

La société civile a investi des efforts importants dans la conception du nouvel agenda mais elle doit maintenant s'attacher à la poursuite immédiate de sa mise en œuvre.

Études de cas pays

Bien que tous les gouvernements aient pris part au processus de définition des ODD ainsi que de l'agenda post-2015, l'agenda n'est pas contraignant et les engagements pris sont donc volontaires, ce qui signifie qu'aucune sanction officielle ne sera imposée en cas de manquement dans la mise en œuvre de l'agenda. Toutefois, un accord politique international comme celui-ci doit être respecté par tous les pays signataires. Une participation active des OSC au niveau national pourrait faire la différence si elles proposent des initiatives concrètes en faveur d'une planification immédiate de la phase de mise en œuvre et en faveur de la reddition de comptes des gouvernements sur la base de leurs engagements internationaux.

Nous avons identifié cinq pays très différents en termes de capacités, de taille, de structure et de système politique ; ces pays ont accompli des progrès intéressants dans le processus de planification de la mise en œuvre de l'agenda post-2015 à l'échelle nationale. Pour certains l'engagement de la société civile y a joué un rôle crucial. Vous devriez être en mesure de comparer la situation de votre pays à ceux mentionnés ici et de trouver des idées de ce à quoi la mise en œuvre de l'agenda post-2015 pourrait ressembler dans votre pays.

Il est important de noter que les plans de ces cinq pays ne sont pas nécessairement entièrement développés – de nombreux pays attendent l'accord final sur les ODD avant de finaliser leurs plans de mise en œuvre – nous avons donc des opportunités pour influencer ces plans !



Étude de cas en Afrique : l'Ouganda

Informations utiles

Population	37,5 millions (2013)
Langues officielles	Anglais, Swahili
Système politique	République semi-présidentielle
Géographie	Capitale : Kampala Superficie : 236 040 km ² Situé en Afrique de l'Est, au cœur de l'Afrique des Grands-Lacs. C'est un pays enclavé bordé par le Kenya à l'Est, le Soudan du Sud au Nord, la République démocratique du Congo à l'Ouest, le Rwanda au Sud-Ouest et la Tanzanie au Sud.
Économie	Pays à faible revenu (LIC). PIB : 24,7 milliards (Devise américaine)
Espérance de vie	59 ans (2013)
Indice de développement humain en 2014	0,484 (164ème rang)

Source : Banque Mondiale/PNUD

Quels sont les plans de mise en œuvre actuels et que pourrait-il se passer ?

La coordination de l'agenda post-2015 en Ouganda est dirigée par le ministère des Affaires étrangères, l'autorité de planification nationale (qui fait partie du ministère des Finances, de la Plannification et du Développement économique), le ministère de l'Eau et de l'Environnement et le ministère du Genre, du Travail et des Affaires sociales.

Le plan de mise en œuvre de l'agenda post-2015 s'inspire de la Vision Ouganda 2040 et de la seconde Stratégie de développement nationale (la première stratégie doit être présentée en juin 2015). Ce plan est basé sur des discussions qui se sont tenues au niveau national, mettant à contribution les consultations de multiples intervenants. Forum des ONG de l'Ouganda, UWASNET, ACORD International, SEATINI et CARE International coordonnent l'action des OSC en Ouganda.

Le plan de mise en œuvre de l'agenda post-2015 concerne les domaines suivants des ODD :

- (i) Réduction de la pauvreté et prospérité commune ;
- (ii) les infrastructures (eau, assainissement,

électricité, routes et technologie de l'information et des communications ou TIC) ; (iii) l'accès à l'éducation ; (iv) l'accès à la santé et (v) le changement climatique. Plusieurs indicateurs sont utilisés pour mesurer les progrès accomplis dans chacun de ces domaines, malgré les limites imposées par l'insuffisance des données disponibles. Cependant, il est à noter que le Bureau national de la statistique a été récemment ajouté au mécanisme de coordination nationale.

Le Plan de développement national II est aligné sur l'agenda post-2015 et les 17 ODD ont été intégrés dans ce plan.

Comment les plans ont-ils été développés ?

Le plan de mise en œuvre a été développé après que le chef d'État de l'Ouganda ait décidé de suivre les lignes directrices du processus post-2015, en grande partie à cause des trois facteurs suivants :

- a. L'Ouganda préside la 69e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle supervise la mise au point de l'agenda post-2015. Le gouvernement actuel est déterminé à montrer l'exemple ;

- b. La Banque mondiale a désigné l'Ouganda comme un des pays pilote pour l'élaboration d'un diagnostic pays ;
- c. Les fortes pressions exercées par la société civile en Ouganda.
- c. Le manque de sensibilisation du public et de certains fonctionnaires du gouvernement à l'agenda post-2015 ;
- d. Le manque de communication entre les pouvoirs publics locaux et le Parlement national.

Toutefois, l'exécution du plan national de mise en œuvre des ODD a rencontré plusieurs difficultés, dont :

- a. Un manque de coordination entre les diverses institutions nationales ; quoique la mise en place du Mécanisme de Coordination Gouvernementale (Government Coordination Mechanism) et du Plan national de développement II a facilité la synergie des trois piliers du développement durable à l'échelle nationale ;
- b. Le manque de coordination entre le gouvernement et les OSC ;

Parmi les solutions proposées pour surmonter ces obstacles on dénote la mise en place des mécanismes/plateformes d'action des OSC à l'échelle nationale, la recherche de représentation dans les structures officielles de coordination du gouvernement, l'accroissement des interventions et du renforcement des capacités à tous les niveaux, et une sensibilisation et des actions de plaidoyer accrues. Par ailleurs, l'importance d'accroître la participation des autorités locales et du Parlement national a été soulignée dès le début du programme.

Étude de cas en Asie : les Philippines

Informations utiles

Population	98,3 millions (2013)
Langues officielles	Filipino et Anglais
Système politique	République présidentielle multipartiste. Le pays est gouverné comme un Etat unitaire à l'exception de Mindanao, une île à forte minorité musulmane, en rébellion contre le gouvernement.
Géographie	Capitale : Manille Superficie : 300 000 km ² Pays d'Asie du Sud-Est situé dans le secteur Ouest de l'Océan Pacifique, constitué d'un archipel de 7 107 îles, dont on distingue trois zones géographiques : Luçon, Visayas et Mindanao. Les îles des Philippines font partie de la ceinture de feu du Pacifique et sont situées près de l'équateur, les exposant davantage aux tremblements de terre et aux typhons. Elles bénéficient d'une grande richesse de ressources naturelles et d'une biodiversité parmi les plus riches au monde.
Économie	Pays à revenu intermédiaire. PIB : 272,1 milliards (Devise américaine)
Espérance de vie	69 ans (2013)
Indice de développement humain en 2014	0,66 (117ème rang)

Source : Banque Mondiale/PNUD

Quels sont les plans de mise en œuvre actuels et que pourrait-il se passer?

La deuxième phase de consultations sur l'agenda post-2015 aux Philippines s'est concentrée sur les moyens de mise en œuvre, et tout particulièrement sur la localisation de l'agenda. À l'échelle nationale, la structure de coordination pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 appartiendra au pouvoir exécutif du Cabinet du gouvernement, l'organe décisionnel supérieur du pays. Le gouvernement souhaite éviter la bureaucratie et maximiser les mécanismes existants.

Les rencontres multipartites ont permis d'établir des objectifs prioritaires et des cibles claires. Afin de bien refléter les défis spécifiques pour le développement du pays, cinq piliers ont été identifiés en tant que domaines d'intervention prioritaires : 1) La pauvreté et l'inclusion sociale, 2) Le développement durable, le changement climatique et la gestion des risques, 3) La gouvernance responsable, proactive et participative, 4) L'ordre juste et stable en conformité avec le droit international et, 5) La paix et la sécurité.

Les objectifs et les cibles du nouvel agenda sont conformes au Plan de développement des Philippines, lequel est révisé tous les trois ans et constitue le plan directeur national pour la définition des stratégies et des programmes qui se traduiront par des actions efficaces et adaptées, à réaliser au cours du mandat du Président en fonction. Un système de gestion de l'information appuiera les performances, le suivi et la remontée d'informations sur les résultats obtenus.

La planification participative et inclusive sera facilitée par la présence de mécanismes d'appui institutionnel, dont l'établissement de structures appropriées et de différents organes fonctionnels dont des groupes de travail, des comités, des conseils, des groupes de travail techniques, des comités directeurs et d'autres organismes qui assurent des fonctions de consultation, de coordination ou de mise en œuvre.

Reconnaissant l'importance du secteur privé en tant que moteur essentiel pour le développement national, le gouvernement a identifié la mise en œuvre de partenariats public-privé (PPP) comme une stratégie clé pour accélérer le développement des infrastructures du pays et soutenir la croissance économique.

La disponibilité des données sur le plan local est essentielle pour la localisation des ODD. Plusieurs unités de gouvernement local (Local Government Units) doivent encore mettre sur pied des systèmes de suivi des données et ont besoin de capacités additionnelles pour cerner les priorités et formuler des programmes et des projets efficaces pour mettre en œuvre les ODD. La collecte de données en temps réel demeure difficile, en particulier dans les zones rurales. Par conséquent, l'Autorité pour le développement économique national (NEDA) et la division du Budget et de la Gestion doivent améliorer le mécanisme de reporting mis en place pour suivre la réalisation des OMD.

Comment les plans ont-ils été développés?

La mise en œuvre sera réalisée par des groupes du Cabinet. Le Congrès philippin a institutionnalisé un Comité spécial sur les OMD, dont la compétence portait essentiellement sur toutes les questions directement et principalement liées à l'engagement du pays dans la réalisation des OMD. Un comité spécial similaire pour les ODD pourrait également être mis sur pied.

Reconnaissant le rôle des parlementaires dans l'élaboration des politiques nationales et des budgets, et leur fonction de surveillance, **Beyond 2015** Philippines espère travailler avec les parlementaires pour promouvoir les ODD auprès du peuple philippin. Les prochaines élections nationales en mai 2016 constitueront une étape charnière.

Une première stratégie pourrait consister dans l'utilisation des lobbys pour transmettre les messages des citoyens au Congrès, au Sénat et même à l'exécutif. Une autre stratégie consisterait à établir des organismes spéciaux sur les ODD tels que des comités nationaux de direction et de reddition de comptes.

Les groupes urbains défavorisés ont fait valoir que la coopération locale serait renforcée par le biais d'organes spéciaux locaux dans les villes et dans les barangays². Par ailleurs le fait d'encourager les chefs locaux à défendre les ODD a été reconnu comme une étape charnière pour la localisation de l'agenda. Tous les chefs locaux doivent être engagés, impliqués dans

et informés sur l'ensemble du processus post-2015; et les succès obtenus dans la mise en œuvre des ODD devraient avoir des retombées positives pour eux.

Dans le même ordre d'idées, les OSC ont souligné l'importance d'une culture nationale de « champions » des ODD. La collaboration de leaders reconnus, crédibles et déterminés à soutenir la réalisation des ODD à l'échelle locale et nationale sera bénéfique pour la localisation du nouvel agenda. Les OSC ont également souligné que la création de partenariats pour la réalisation des ODD pourrait s'appuyer sur le succès des partenariats antérieurs entre les unités gouvernementales locales et les OSC pour la réalisation des ODD.

Étude de cas en Europe : l'Allemagne

Informations utiles

Population	80,6 millions (2013)
Langues officielles	Allemand
Système politique	République fédérale parlementaire
Géographie	Capitale : Berlin Superficie : 357,022 km ² . L'Allemagne est un pays d'Europe centrale, entouré par la mer du Nord et la mer Baltique. Elle partage ses frontières avec neuf autres pays dont : France, Pays-Bas, Suisse et Belgique. Son territoire côtier s'étend sur 3 621 km ² . L'Allemagne jouit d'un climat continental tempéré ; les hivers sont froids et humides et les étés sont doux.
Économie	Pays à revenu élevé (HIC) PIB : 3 730,2 milliards (Devise américaine)
Espérance de vie	81 ans (2013)
Indice de développement humain en 2014	0,911 (6ème rang)

Source : Banque Mondiale/PNUD

² L'unité administrative la plus petite aux Philippines, le terme s'appliquant aussi bien à un village, un district ou un quartier (Wikipédia).

Quels sont les plans de mise en œuvre actuels et que pourrait-il se passer?

Il y a trois institutions chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de développement durable. Ces institutions seront probablement aussi responsables de la mise en œuvre des ODD :

Le Comité des secrétaires d'État sur le développement durable³ : ce Comité est un organe de la Chancellerie fédérale, la principale entité responsable du développement durable au niveau national. Il travaille en étroite collaboration avec les ministères pour élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de développement durable. De plus, les différents ministères doivent produire des rapports ministériels, « qui sont présentés au Comité des secrétaires d'État, révélant la façon dont les ministères abordent les enjeux du développement et formant la base des discussions au sein du Comité. »

Le Conseil consultatif parlementaire sur le développement durable⁴ : le Parlement allemand (Bundestag) forme un Conseil consultatif parlementaire à chaque assemblée législative. Ce conseil est responsable, entre autre, de suivre et d'appuyer à la fois la stratégie nationale de développement durable du gouvernement fédéral, et la politique de développement durable du gouvernement fédéral sur le plan européen.

Conseil allemand pour le développement durable⁵ : « Il assume un rôle de conseiller auprès du gouvernement sur sa politique de développement durable à travers la proposition de cibles, d'indicateurs et de projets. Une autre tâche du Conseil allemand pour le développement durable est de favoriser le dialogue social sur la question de la durabilité. »

Le gouvernement allemand a convenu d'intégrer les ODD dans l'actuelle stratégie de développement durable nationale. La stratégie sera révisée et fera l'objet d'un véritable dialogue avec la société civile, prévu à

l'automne 2015. La nouvelle stratégie sera publiée peu de temps avant la mi-2016. Le gouvernement prendra la décision finale sur les éléments du dialogue à inclure dans la stratégie, mais la structure de ce processus et son degré de transparence n'ont pas encore été communiqués.

L'Office fédéral des statistiques d'Allemagne (Destatis) a vraisemblablement la capacité de mesurer les indicateurs qui démontreront l'efficacité de la mise en œuvre des ODD au niveau national.

Comment les plans ont-ils été développés?

La chancellerie et les ministres sont responsables de la stratégie de développement durable nationale allemande. Le Parlement détient une fonction de surveillance et de soutien. Il est prévu que la population puisse participer à la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national à travers des processus de dialogue initiés par le gouvernement et à travers les actions de plaidoyer des ONG travaillant dans les domaines du développement, de l'environnement et du secteur social. Le rôle que joueront les lobbys demeure toutefois incertain.

3 Voir

<https://www.bundesregierung.de/Content/EN/StatischeSeiten/Schwerpunkte/Nachhaltigkeit/nachhaltigkeit-2010-12-13-strukturen-der-nachhaltigkeitspolitik.html?nn=709674>

4 Voir

http://www.bundestag.de/htdocs_e/bundestag/bodies/sustainability

5 Voir

<http://www.nachhaltigkeitsrat.de/en/home/>

Etude de cas en Amérique Latine : la Colombie

Informations utiles

Population	48,3 millions (2013)
Langues officielles	Espagnol
Système politique	République à régime présidentiel
Géographie	<p>Capitale: Bogota</p> <p>Superficie : 1 141 748 km²</p> <p>Située en Amérique du Sud, la Colombie partage ses frontières avec l'Equateur, Le Pérou, le Venezuela, le Brésil et le Panama.</p> <p>La Colombie présente un relief divers, par endroits très accidenté. L'Amazonie contient des forêts tropicales denses et trois systèmes montagneux majeurs divisent le pays. Cette cartographie inhibe le développement des infrastructures de transport dans le pays. Du fait de sa localisation géostratégique la Colombie est le seul pays d'Amérique du Sud bordé à la fois par l'océan Pacifique et l'océan Atlantique. Du fait de sa proximité avec l'équateur, la Colombie présente de grandes variations climatiques.</p>
Économie	Pays à revenu moyen supérieur. PIB : 378,4 milliards (Devise américaine)
Espérance de vie	74 ans (2013)
Indice de développement humain en 2014	0,711 (9 8ème rang)

Source : Banque Mondiale/PNUD

Quels sont les plans de mise en œuvre actuels?

La Colombie s'est beaucoup engagée dans le processus post-2015 à tous les niveaux (mondial, régional et national). En février 2015, le Président a créé une Commission inter-agences de haut niveau pour la mise en œuvre efficace de l'agenda post-2015 et des ODD (décret 280, 2015). Cette Commission est en train d'établir une politique nationale pour mettre en œuvre les ODD en les alignant au Plan de développement national. Ce plan doit être approuvé par le Congrès et doit faire l'objet d'un processus participatif à travers des dialogues avec les acteurs locaux, le secteur privé, la société civile, et le monde universitaire, parmi d'autres acteurs du développement. La Commission doit aussi établir un mécanisme national pour mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD au cours des 15 ans à venir. Elle doit également, entre

autres, fournir des recommandations pour la mise en place de mécanismes visant à garantir la redevabilité transparente, la production de données fiables, et l'identification de mesures financières innovatrices pour mettre en œuvre les ODD.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Commission est en train d'établir des comités techniques (ou groupes de travail) avec des représentants de la société civile, des groupes de réflexion, du secteur privé ainsi que des organisations multilatérales, pour que ces acteurs puissent promouvoir et défendre des causes spécifiques, et présenter des informations à la Commission. Les ministères des Affaires étrangères, de l'Environnement et du développement durable, et des Finances font partie de cette Commission, tout comme les directeurs des Divisions de la Prospérité sociale, des Statistiques et de la Planification. Ces entités ne peuvent être représentées que par leur

ministre/directeur ou vice-ministre/directeur adjoint.

La participation et l'influence de la Colombie sur le processus post-2015 au niveau international a été menée par le Ministère des Affaires étrangères, et en particulier la Division des Affaires économiques, sociales et environnementales, ainsi que la Mission permanente de la Colombie auprès des Nations Unies.

Le Plan de développement national 2014-2018 inclut 91 des 169 cibles des ODD. Cependant, il est nécessaire de faire une analyse sérieuse et responsable afin de déterminer les buts et cibles mondiaux en adéquation avec la réalité nationale, régionale et locale. Les trois piliers fondamentaux du Plan de développement national sont: paix, égalité et éducation. Les cinq thèmes transversaux du plan sont: infrastructure et compétitivité, mobilité sociale, transformation rurale et croissance verte, renforcement institutionnel, et bonne gouvernance.

Les acteurs du développement, aussi bien privés que publics, sont impliqués dans la mise en place des mécanismes, politiques et plans d'action pour mettre

en œuvre les ODD en Colombie. La formulation de la politique de développement, son suivi et son évaluation seront menées de deux façons :

- a. A travers le travail de la Commission de haut-niveau, ses comités techniques ou groupes consultatifs ;
- b. A travers le travail des conseils de planification nationaux et régionaux, établis par la loi 134 de 1994, et des bureaux de contrôle et d'audit par les citoyens, établis par la loi 850 de 2003.

Les fonds complémentaires requis pour mettre en œuvre les ODD pourraient provenir des budgets généraux du gouvernement national et des autorités locales ; et en quantité moindre des bailleurs de fonds traditionnels - de grandes attentes sont placées sur le secteur privé pour cofinancer l'agenda post-2015. La coopération sud-sud a été soulignée comme le mécanisme privilégié pour favoriser le transfert de connaissances, identifier les meilleures pratiques et les opportunités d'apprentissage, et développer des méthodes pour mettre en œuvre et effectuer le suivi des ODD.

Etude de cas Pacifique : Papouasie Nouvelle Guinée (PNG)

Informations utiles

Population	7,3 millions (2013)
Langues officielles	Hiri Motu, TokPisin et Anglais
Système politique	Monarchie constitutionnelle et système parlementaire unitaire
Géographie	Capitale: Port Moresby Superficie : 462 840 km ² La Papouasie Nouvelle-Guinée présente un relief divers, par endroits très accidenté : forêts tropicales denses, côtes et zones humides très vastes. Cette cartographie inhibe le développement des infrastructures de transport dans le pays. Le pays est situé dans la « ceinture de feu du Pacifique » : il abrite plusieurs volcans actifs et les éruptions et tremblements de terre sont fréquents.
Économie	Pays à faible revenu. PIB : 315,4 billions (Devise américaine)
Espérance de vie	62 ans (2013)
Indice de développement humain en 2014	0,491 (157ème rang)

Source : Banque Mondiale/PNUD

Quels sont les plans de mise en œuvre actuels et que pourrait-il se passer?

La structure de coordination au niveau national relève du pouvoir exécutif, et plus spécifiquement de la Division de l'aide au développement, au sein du Département de la Planification nationale et du suivi, en vertu de la Constitution, de la Vision nationale 2050, de la Stratégie de développement à moyen terme et des politiques sectorielles de l'Etat, entre autres. Le gouvernement a identifié les objectifs suivants comme domaines prioritaires, sur la base des programmes sectoriels de la Stratégie de développement à moyen terme :

-  **Objectif 3** Garantir la santé et promouvoir le bien-être de tous, à tout âge ;
-  **Objectif 4** Garantir une éducation de qualité, équitable, et inclusive, et promouvoir des possibilités d'apprentissage continu pour tous ;
-  **Objectif 5** Assurer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles ;
-  **Objectif 6** Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement ;
-  **Objectif 8** Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et viable, ainsi que le plein-emploi et un travail décent pour tous ;
-  **Objectif 12** Garantir des modèles de consommation et de production durables ;
-  **Objectif 15** Protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres ; gérer les forêts de manière durable ; lutter contre la désertification ; stopper et combattre la dégradation des terres ; et mettre fin à la perte de biodiversité.

L'approche adoptée par le Département de la planification nationale consiste à organiser des forums de développement régionaux pour que les voix des citoyens soient prises en compte dans les politiques du gouvernement. Bien qu'il n'y ait pas de coordination sur les discussions post-2015, le gouvernement est en train d'informer les sous-secteurs sur les questions prioritaires des ODD. Les priorités de développement du gouvernement sont influencées par les politiques globales, notamment celles des Nations Unies. Toutefois, des mesures strictes doivent être prises pour effectuer le suivi des ODD et du processus de financement du développement.

Comment les plans ont-ils été développés?

C'est la première fois que la planification se fait entièrement à l'échelle locale, sans l'intervention de bailleurs de fonds. Par conséquent nous observons pour la première fois des cibles bien définies (pour que le pays franchisse le seuil des pays à revenus moyens), réalisables et mesurables (selon le Département de la planification nationale).

Recommandations clés de **Beyond 2015** pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national

Cette section présente une série de recommandations pratiques et concrètes de **Beyond 2015** dirigées aux gouvernements qui commencent à planifier la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national.

Nous recommandons à chaque gouvernement national de :

 Créer des comités interdépartementaux – constitués au moins de membres des Départements gouvernementaux dans les domaines suivants : données, environnement, finance, affaires étrangères et urbanisme – afin de travailler sur la mise en œuvre et le suivi de l'agenda post-2015 ;

 Adopter une stratégie de développement durable nationale à travers un processus participatif incluant les personnes confrontées à la pauvreté et à la marginalisation. Cette stratégie devrait permettre la prise d'engagements significatifs et mesurables sur la réalisation progressive de tous les ODD (et de leurs moyens de mise en œuvre) ;

 Se baser sur l'expérience des Comités parlementaires sur les ODD et soutenir la création de Comités parlementaire multipartites - auxquels les OSC et les institutions locales peuvent pleinement participer - pour renforcer et soutenir le pouvoir exécutif dans ses efforts pour mettre en œuvre les ODD ;

 Demander à l'administration décentralisée et aux autorités locales de travailler étroitement avec les OSC et les autres parties prenantes pour garantir une réelle appropriation de l'agenda post-2015 aux niveaux national et infranational ;

 Allouer des ressources nationales et locales à la mise en œuvre des ODD ;

 Etablir des mécanismes de suivi et de reporting participatifs et inclusifs pour la mise en œuvre des ODD ; et mettre en place des mécanismes d'évaluation nationale publics, inclusifs et participatifs, dirigés par un organe national d'évaluation composé entre autre de citoyens, notamment les personnes les plus pauvres et marginalisées, et leur représentants légitimes ;

 Participer pleinement et activement aux processus mondiaux de suivi et d'évaluation ;

 Soutenir les ODD et s'engager à les mettre en œuvre en les incluant dans les plans et priorités nationales de développement. Le principe de l'universalité est une des clés pour la mise en œuvre des ODD à l'échelle mondiale et nationale. Ce principe recouvre à la fois la notion d'accomplissement des engagements post-2015 dans chaque pays mais aussi la contribution équitable des pays à la réalisation des ODD au niveau mondial.

Comment les personnes et leurs organisations devraient-elles participer à la mise en œuvre de l'agenda post-2015 ? Quelques suggestions concrètes

Cette section vise à répondre à la question de la participation effective des personnes et de leurs organisations à la mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national. Elle cherche à fournir des recommandations pratiques pour les OSC lorsqu'elles interagissent avec leurs gouvernements, pour aider ces derniers à comprendre comment garantir une telle participation. Cette section est basée sur le rapport « Travaillez avec nous » (Work With Us), publié dans le cadre de l'initiative « Participate »⁶, laquelle est menée par IDS et **Beyond 2015** et vise à démontrer la réalité de la pauvreté en incluant les perspectives des plus pauvres dans les débats sur l'agenda post-2015.

Recommandations pour autonomiser les citoyens

1. De nombreux gouvernements développeront des processus ou des mécanismes pour appuyer la mise en œuvre des ODD. **Ces mécanismes doivent inclure les OSC et les groupes marginalisés, et leur travail doit être guidé par un esprit d'inclusion et de respect de tous;**
2. **Les gouvernements doivent fournir des ressources financières et un cadre législatif pour permettre la participation effective des personnes.**

Recommandations pour renforcer l'action collective

3. Un environnement favorable à la poursuite du développement durable doit être créé en **garantissant l'accès à une information claire en temps voulu, la liberté de la presse et des autres formes de médias, la liberté de réunion et le droit à la liberté d'assemblée paisible.**
4. **Les personnes doivent être systématiquement intégrées aux politiques et aux plans de mise en œuvre de l'agenda post-2015** à travers la représentation des citoyens à **tous les niveaux de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'agenda.**

Recommandations pour renforcer la gouvernance participative

5. **Tous les acteurs impliqués doivent garantir un fort degré de participation dans la conception, le suivi et la mise en œuvre des politiques, et dans la mise en place des instruments d'évaluation.**
6. **Les gouvernements doivent créer de réelles opportunités de dialogue sur la mise en œuvre de l'agenda post-2015 - et surtout garantir la participation des groupes marginalisés et exclus et des autorités locales et nationales à ces dialogues** – à travers l'institutionnalisation des structures de dialogue, tels que des conférences nationales et des discussions au sein du Parlement, du gouvernement local et des communautés locales sur la mise en œuvre de l'agenda post-2015 et l'échange de bonne pratiques ; des forums publics ; et des rencontres avec des décideurs clés au niveau national.

⁶ Voir http://participate2015.org/wp-content/uploads/2014/03/Work-withus_Feb2014_WebLow2.pdf

Recommandations pour les gouvernements et les institutions

7. **Les gouvernements doivent introduire des quotas soigneusement définis pour accroître la participation des personnes les plus marginalisées** et ainsi lutter contre les inégalités.
8. Les gouvernements doivent prioriser le développement durable, surtout en matière de services et d'infrastructures pour les pauvres, **pour répondre aux besoins des pauvres et marginalisés**, en s'assurant que les indicateurs de réussite des programmes de mise en œuvre de l'agenda post-2015 soient liés à des effets positifs pour ces personnes.

Ce que le principe d' « universalité » signifie pour la mise en œuvre des ODD

Les 17 ODD proposés sont « de nature globale et universellement applicables ». En même temps les ODD prennent en compte les différentes réalités nationales et respectent les priorités nationales. Par conséquent, les ODD sont à la fois universels et spécifiques à chaque contexte, générant ainsi de nombreuses opportunités pour promouvoir des approches novatrices et interconnectées à l'échelle locale.

L'universalité doit être en harmonie avec les autres principes tels que les responsabilités communes mais différenciées, dans le sens où nous nous engageons tous à part égale à parvenir à un résultat commun. En d'autres termes le principe de l'universalité pourrait permettre à la communauté internationale de surmonter la fracture Nord-Sud.

Les cadres de travail nationaux seront également d'importance cruciale pour intégrer la dichotomie universalité-singularité dans une structure unique et indivisible.

D'une part, certaines OSC nationales devront s'adapter au nouvel agenda en changeant leur culture

de travail en vase clos pour travailler dorénavant en réseau avec les autres acteurs impliqués dans le processus post-2015 aux niveaux national et international. Pendant la conception de l'agenda post-2015 les OSC ont beaucoup appris sur la collaboration basée sur une approche multisectorielle ; ce mode de travail devrait donc continuer dans la phase de mise en œuvre de l'agenda.

D'autre part, l'une des principales préoccupations pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 doit consister à défendre l'idée selon laquelle le principe d'universalité signifie également que les 17 ODD forment un tout intégré et indivisible, et de sonner l'alarme sur les risques liés à une mise en œuvre « à la carte » des ODD par chaque pays, car ceci pourrait conduire à laisser de côté certains ODD.

Pour renforcer l'interconnexion entre les ODD il est important d'identifier les questions transversales et de souligner que les ODD représentent un cadre général de développement global qui peut nous aider à préserver l'universalité de l'agenda, en travaillant simultanément aux niveaux global et national.

Recommandations pour les OSC et les changements qu'elles devront effectuer pour la mise en œuvre

La mise en œuvre des ODD au niveau national sera fortement influencée par le niveau d'appropriation des ODD par les OSC et leur niveau de participation à la « localisation » (adaptation au niveau local) de l'agenda, rappelant aux gouvernements leur responsabilité pour les engagements pris sur la scène internationale. Voici quelques recommandations de **Beyond 2015** pour les OSC.

Les OSC devraient :

- Etre au courant du nouvel agenda et contribuer à la sensibilisation nationale sur l'agenda post-2015 et les ODD ;
- Relier les efforts réalisés à l'échelle nationale et internationale, en travaillant avec des OSC nationales et en créant des réseaux nationaux et globaux pour partager les expériences et renforcer le plaidoyer sur les questions transversales et globales ;
- Capter l'attention des médias et du public pour présenter l'agenda post-2015 au niveau national, en conformité avec le contexte national ;
- Promouvoir l'universalité des ODD au niveau national et leur caractère intégré, plutôt que de les présenter comme un ensemble de buts et de cibles dissociés ;
- Prioriser l'utilisation d'indicateurs régionaux et nationaux réalistes mais ambitieux ;
- Aller au-delà du travail habituel et ouvrir leur champ d'action à travers des partenariats avec des acteurs dans d'autres domaines. Les OSC doivent prendre en compte l'interconnexion des ODD et de leurs cibles, dépassant une approche en vase clos, et s'assurer que les gouvernements soient tenus responsables de l'agenda dans son intégralité ;
- Créer de grandes coalitions inclusives recouvrant des domaines d'expertise variés et basées sur une approche holistique, afin d'influencer la mise en œuvre des ODD. Ceci implique d'effectuer une analyse honnête et de faire preuve de créativité pour utiliser au mieux les atouts de chaque partenaire : certains sont plus forts dans les domaines techniques, d'autres sont plus axés sur les campagnes, certains encore sur le travail de terrain etc. ;
- Adopter des positions communes sur la mise en œuvre de l'agenda post-2015 et sur les valeurs et principes clés qui peuvent être appliqués à tous les domaines et de façon intersectorielle ; et coordonner leurs manifestations publiques ;
- Travailler collectivement et de façon cohérente pour améliorer leurs systèmes politiques nationaux et favoriser la plus grande participation dans les processus décisionnels, la mise en œuvre et le suivi des ODD ;
- Mettre à profit les périodes électorales (nationales et locales) pour participer activement à la conception de programmes électoraux qui incluent les ODD, et ainsi ouvrir la voie à de futures campagnes de plaidoyer ciblant leur chef d'Etat ou leur gouvernement ;
- Préparer des plans de plaidoyer en compilant toutes les stratégies et politiques nationales et locales liées à un ou à plusieurs ODD, cibles et indicateurs ; en analysant leur application temporelle ; et en évaluant leur capacité à contribuer à leur réalisation ;

- Adapter les stratégies en fonction des évolutions dans la distribution et dans la nature de la pauvreté et du développement ;
- Prendre en compte les dynamiques de pouvoir aux niveaux national, régional et global, tout comme l'économie politique locale, les normes culturelles et les normes sociales, afin d'améliorer les actions de plaidoyer pour la mise en œuvre des ODD au niveau national ;
- Travailler davantage sur des projets transversaux et établir des partenariats plus forts et innovateurs avec le secteur privé, les institutions publiques, les chefs sociaux et l'électorat. Par ailleurs, il est nécessaire d'incorporer au travail transversal les apprentissages des actions de plaidoyer passées.
- Créer une stratégie de sensibilisation afin d'interagir avec les parlementaires et de les sensibiliser sur l'importance de l'adoption des ODD et de leur mise en œuvre à l'échelle nationale. En premier lieu les OSC devraient adapter la lettre type et l'envoyer aux chefs des différents partis politiques afin de préparer le terrain ;
- Faire une cartographie des organes étatiques impliqués dans la mise en œuvre de l'agenda post-2015 à l'échelle nationale, en incluant leurs responsabilités spécifiques ;
- Créer une vision propre de la façon dont les ODD devraient être adaptés au contexte national, en tenant compte des compétences et des ressources de votre pays. Cela implique de prendre en compte les objectifs et leurs cibles, ainsi que l'utilisation des ressources internes et externes pour les financer ;

Mesures pratiques à prendre par les OSC au niveau national

Dans cette section nous proposons des mesures clés aux OSC pour renforcer le leadership politique pour la mise en œuvre de l'agenda post-2015 à l'échelle nationale. Ces recommandations sont centrées sur les processus gouvernementaux pour mettre en œuvre l'agenda post-2015, mais reconnaissent la nécessité d'une approche inclusive et la responsabilité des OSC pour la promouvoir.

Recommandations fondamentales:

- Se renseigner sur la situation de son pays à l'égard du processus de planification de la mise en œuvre de l'agenda post-2015 (auprès de vos contacts dans le gouvernement), puis contextualiser et envoyer la lettre type (à la fin de ce guide pratique) au ministère qui dirige le processus de mise en œuvre des ODD au niveau national. Si nécessaire, demander une réunion pour discuter de ceci ;
- Créer des coalitions de la société civile pour promouvoir et surveiller l'engagement pris à l'échelle nationale pour mettre en œuvre les ODD;
- Demander au gouvernement de créer des espaces pour permettre aux OSC de participer et de discuter de la mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale le plus tôt possible ;
- Encourager la création ou le développement de comités interministériels ;
- Se prononcer sur toute déviation de son gouvernement dans la mise en œuvre des ODD. Il convient de souligner aux gouvernements centraux l'engagement pris par tous les pays dans le cadre des négociations intergouvernementales à respecter les principes suivants de l'agenda post-2015 : son caractère universel, sa vocation à ne laisser personne de côté, et sa focalisation sur les personnes et la planète ;

- Aider à créer une image positive de l'agenda post-2015 dans son pays, en garantissant une couverture médiatique (télévision, journaux, radio et réseaux sociaux). Établir des contacts avec les journalistes et les médias qui sont prêts à soutenir le processus de mise en œuvre nationale des ODD. Les OSC doivent être très présentes dans les médias, prêtes à répondre à tout discours pessimiste sur l'agenda post-2015 et les ODD, et doivent également être proactives dans la création d'une stratégie médiatique pour promouvoir la mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale ;
- Mettre en œuvre des stratégies pour permettre aux citoyens de participer au suivi des activités gouvernementales concernant la mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale, ainsi qu'à la reddition des comptes des gouvernements à cet égard ;
- Demander à son gouvernement de s'engager publiquement à réaliser une recommandation clé de **Beyond 2015** en vue du Sommet de l'ONU. Se renseigner sur l'identité de l'auteur du discours du Chef d'Etat pour le Sommet, et lui communiquer un langage précis. [Des messages clés de **Beyond 2015** seront préparés en août/septembre 2015] ;
- Bien identifier la façon selon laquelle vous souhaitez participer à la mise en œuvre et au suivi de l'agenda post-2015, et informer votre gouvernement directement. Formuler des propositions concrètes;
- Bâtir sur les histoires de réussite des OMD dans votre pays et maintenir votre impulsion pour la phase de mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale ;
- Mettre en lumière les études de cas pays présentées dans ce guide et partager avec votre gouvernement celles qui pourraient fonctionner chez soi.

Sensibilisation des médias

La présence des OSC dans les médias sera essentielle pour la mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale. Les médias constituent une des meilleures portes d'entrée pour promouvoir le débat social sur les différents sujets abordés au sein de l'agenda post-2015.

Certains discours pessimistes sur les ODD ont commencé à se glisser dans les médias – voir par exemple l'article intitulé « Les 169 commandements », paru dans *The Economist* le 28 mars 2015⁷.

Un des plus gros problèmes auxquels faire face est le fait que les OMD étaient basés sur un récit simple et facilement compréhensible lié à la lutte contre la pauvreté, alors que les ODD sont basés sur une approche au développement plus complexe qui a encore besoin d'être expliquée et diffusée.

Pour cela et afin d'encourager une perception positive de l'agenda post-2015, il est important de souligner que les ODD sont en fait le résultat d'un processus de consultation plus large visant à garantir une participation inclusive dans la conception et dans la mise en œuvre de l'agenda post-2015, du fait de l'universalité du prochain agenda. L'agenda post-2015 représente un nouveau paradigme du travail pour promouvoir le développement.

Nous vous encourageons fortement à lire le document du Stakeholder Forum : « S'engager avec les médias: un supplément au guide de plaidoyer pour influencer l'agenda post-2015 »⁸.

7 Voir

<http://www.economist.com/news/leaders/21647286-proposed-sustainable-development-goals-would-be-worse-useless-169-commandments>

8 Voir

<http://www.stakeholderforum.org/fileadmin/files/Engagingwiththemedias.pdf>

Lettre type sur la mise en œuvre de l'agenda post-2015 que les OSC peuvent partager avec leurs gouvernements

Beyond2015

LOGO DE VOTRE ORGANISATION ICI

Nom de votre Chef d'état, Ministre ou représentant de haut-niveau

Titre

Adresse

Date

[Nom officiel et salutation appropriée]

Ex. : Votre Excellence, ou Cher/Chère ... [nom du ministre ou du représentant de haut-niveau]

Au nom de [structure pertinente, par exemple un groupe de travail, une plate-forme régionale ou nationale] et de Beyond 2015 - une campagne internationale de la société civile regroupant plus de 1 300 organisations de la société civile dans plus de 130 pays, et visant à promouvoir l'adoption d'un agenda post-2015 ambitieux, inclusif et légitime – je tiens à vous transmettre nos meilleurs vœux.

Nous avons suivi le processus d'élaboration des Objectifs de développement durable (ODD) et sommes conscients du rôle moteur de [nom du pays] dans les négociations intergouvernementales. Voilà pourquoi nous vous demandons aujourd'hui de faire preuve de ce même leadership pour lancer le processus de mise en œuvre de l'agenda post-2015 au niveau national, en respectant le principe fondamental de la participation pour que l'agenda post-2015 soit bel et bien réalisé, sans laisser personne de côté.

Il est d'importance vitale d'examiner les recommandations politiques suivantes pour permettre une mise en œuvre et un suivi inclusifs des ODD, et nous espérons que vous pourrez souligner vos engagements à cet égard lors du Sommet des Nations Unies pour l'adoption de l'agenda post-2015 en septembre 2015. [Choisissez une des recommandations suivantes selon votre contexte national]

- Mettre en place des processus ou des mécanismes pour appuyer la mise en œuvre des ODD, tels que des Conseils ou Comités sur le développement durable, ou par l'intégration des ODD dans les plans nationaux de développement durable ;
- Inclure les citoyens dans la création, le suivi et la mise en œuvre des politiques, et dans la mise en place d'outils de reddition des comptes ;
- Inclure des représentants de la société civile dans de tels mécanismes afin de créer un environnement propice à la participation active de la société civile dans les efforts dédiés au développement durable ;
- Lors de l'élaboration des plans de mise en œuvre des ODD, prioriser le financement du développement, en commençant avec les besoins des personnes les plus pauvres et marginalisées.

Nous espérons de tout cœur que notre gouvernement comprendra à quel point il est important d'établir un processus de mise en œuvre de l'agenda post-2015 qui permette de consacrer et de renforcer le caractère transformateur de l'agenda, et de véritablement agir pour les personnes et pour la planète. Nous espérons travailler avec vous dans ce but.

Nous sommes à votre disposition pour discuter de ceci plus en détail.

Respectueusement,

Votre signature

Votre nom (tapé)

Votre rôle/titre

Le nom de votre organisation ou le nom de toutes les organisations si plusieurs signent cette lettre [énumérez ici tous les autres destinataires auxquels vous avez envoyé cette lettre]

Tous les droits de reproduction sont réservés à Beyond 2015

juin 2015

Pour plus d'informations veuillez écrire à Leo Williams: lwilliams@beyond2015.org

Beyond2015

Campaigning for a global development framework
after the Millennium Development Goals